Introduction

François Debruyne et Fabrice Pirolli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/6947>

DOI : 10.4000/edc.6947

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 7-12

ISBN : 978-2-917562-18-5

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

François Debruyne et Fabrice Pirolli, « Introduction », *Études de communication* [En ligne], 49 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edc/6947> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edc.6947>

Introduction

Introduction

François Debruyne

Univ. Lille, EA 4073 – GERiCO
francois.debruyne@univ-lille3.fr

Fabrice Pirolli

CREN, Le Mans Université
fabrice.pirolli@univ-lemans.fr

Les questionnements à l'origine de ce numéro thématique sont issus de réflexions collectives et d'échanges noués entre chercheurs¹ dont les travaux portent sur des objets de natures variées et s'inscrivant dans des mondes sociaux divers : l'expérience musicale, la prescription culturelle, les organisations de travail, les usages du livre numérique, etc. Au cœur de ces différents travaux, les pratiques « de prescription » occupent une place importante. Or, depuis une trentaine d'années ces pratiques semblent avoir fait l'objet de reconfigurations conséquentes, notamment du fait des multiples transformations des environnements équipés à l'intérieur desquels elles se mettent en œuvre. Parmi ces transformations, le développement récent des systèmes de recommandation au sein des univers connectés, qui a par ailleurs déjà fait l'objet de diverses études, pose question : conduit-il progressivement au remplacement de formes traditionnelles de prescription par des formes automatisées caractéristiques des environnements numériques et de leurs usages ?

Toutefois, pour comprendre comment agissent et font (potentiellement) agir les phénomènes de prescription et de recommandation, pour analyser le sens des pratiques concernées – qu'il s'agisse de *prescrire* une nouvelle organisation du travail, *donner son avis* sur un reportage télévisé, *recommander* un spectacle, *préconiser* l'usage d'une base documentaire et *aider* à s'y retrouver, *conseiller* un produit, *former* à de bonnes pratiques, etc. –, il est nécessaire de ne pas restreindre la perspective à l'analyse des échanges en ligne et de réinterroger plus globalement la nature et les objectifs de la prescription ou des démarches de recommandation.

Dans le cadre du colloque international *La prescription culturelle en question*², Pierre Delcambre a proposé de problématiser l'usage de *prescription* comme notion scientifique et de caractériser les démarches de prescription par-delà les spécificités de tel ou tel monde social. Sa réflexion s'inscrit dans un contexte spécifique, celui lié aux prescriptions faites par le Ministère de la Culture aux établissements qu'il labellise, tout en mobilisant différents points de comparaison issus d'univers dans lesquels le travail de prescription est ordinaire, tels que ceux des professionnels de la médecine ou de la protection judiciaire de la jeunesse. Ce faisant, il s'appuie sur la distinction opérée par Marie-Anne Dujarier entre norme, « ce qu'il est bien de faire », et prescription, « ce qu'il y a lieu de faire », pour tenter de définir les activités de prescription :

1) prescrire est une prétention sociale, 2) à faire faire (que l'on ait été sollicité ou non), 3) qui s'exprime lors d'une relation le plus souvent *top-down*, 4) qui suppose une connaissance préalable (une expertise globale et une connaissance ajustée de celui à qui l'on prescrit), 5) qui produit bien souvent du texte et 6) qui tente d'organiser sa prétention

1 En particulier au sein du GEP (Groupement d'Études sur la Prescription).

2 Colloque international *La prescription culturelle en question*, Maison des Sciences de l'Homme de Dijon, 5-7 avril 2017.

à faire faire par des éléments visant la mise en œuvre par celui à qui il est prescrit (des explications, des recommandations, des documents écrits aux formes précises, à la rhétorique stabilisée, des modes de contrôle, des dispositifs de surveillance, une organisation de relais de prescription, etc.)³.

Ainsi, prescrire requiert un mode de relation « organisée, normée et équilibrée » et des formes de communication « adressées ». Dépasant largement le seul secteur culturel, cette approche permet de mettre en lumière les différents éléments fondateurs d'une *chaîne de la prescription*, autrement dit l'ensemble des acteurs, des techniques, des discours et de leurs interactions, qui donnent corps à une ou des prescriptions. Dès lors, les questionnements à l'origine de ce numéro thématique peuvent être remis en perspective : comment prescrire, recommander peuvent-ils faire connaître, faire savoir et faire agir ? De quelles formes de savoirs et de connaissances s'agit-il ? De quels genres de faire et d'agir sont composés ces échanges, au sein desquels les prescripteurs et dispositifs de prescription, les objets de la recommandation et les agents à qui elle s'adresse, sont embarqués dans des relations cadrées et souvent asymétriques ? Quels processus de légitimation sont mis en œuvre ?

Les contributions des différents auteurs impliqués dans ce numéro thématique permettent de distinguer trois types de processus de prescription. Le premier concerne ceux qui se déploient à l'intérieur d'une organisation dont la nature conditionne les modalités de leur expression et les conditions de leur réception. Deux articles mettent particulièrement en lumière les mécanismes à l'œuvre pour ce type de processus prescriptifs, dans des contextes différents. L'étude d'une expérimentation s'appuyant sur l'introduction en milieu scolaire d'une tablette « éducative » menée au sein d'un établissement de l'éducation nationale permet notamment à Ariane Picard de questionner la façon dont « un projet expérimental local peut être considéré comme un outil de prescription, au service d'une politique nationale ». Thomas Heller, quant à lui, interroge les « ambiguïtés » de la « logique de l'engagement » promue par le management en entreprise, en lieu et place de la « prescription taylorienne » qu'elle est censée avoir remplacée dans les nouveaux modèles managériaux.

Le deuxième type de processus de prescription concerne ceux qui s'établissent entre plusieurs organisations plus ou moins étroitement liées, dont l'une au moins tient, implicitement ou explicitement, un rôle de prescripteur à l'égard des autres. La contribution de Lucile Desmoulins et Émeline Seignobos, qui suivent à la trace les productions éditoriales d'un think tank cherchant à influencer les décisions politiques, pose à ce titre l'hypothèse « de l'appartenance de l'influence et de la prescription à un même continuum communicationnel et

3 « La prescription culturelle : quoi de particulier ? L'exemple des arts de la scène », colloque international *La prescription culturelle en question*, MSH de Dijon, 7 avril 2017.

relationnel », caractérisant « un mimétisme vis-à-vis des pratiques des lobbies et des cabinets de conseils ».

Enfin, les processus de prescription dans lesquels les prescripteurs – qui peuvent être des organisations – n’ont pas de pouvoir de contrainte sur les individus destinataires de la prescription ou de la recommandation, mais dont les visées sont essentiellement économiques. À ce titre, la contribution de Jean-Sébastien Vayre, portant sur les différentes générations de « machines à recommander des biens de consommation », montre comment la « troisième génération d’agent constitue une parfaite manifestation des solutions contemporaines développées pour lever le paradoxe qui consiste à articuler les logiques d’industrialisation et de personnalisation de la communication marchande à l’ère du numérique ». De même, les travaux présentés par Dominique Cotte, Marie Després-Lonnet et Béatrice Micheau s’intéressent à la façon dont les sites de streaming musical ont développé « une rhétorique du sensible » pour tenter de contrecarrer la méfiance des usagers à l’égard des systèmes de recommandation qui « les incitent à la contribution (par la liste et le partage), afin que les mises en relation qu’ils produisent deviennent un des substrats documentaires de la recommandation ».

Ces approches conduisent inévitablement à interroger le pouvoir de prescription des acteurs et dispositifs mobilisés. Le développement incessant et l’amélioration continue de systèmes de recommandations automatisés fondés sur des agents algorithmiques, de même que la diversification des pratiques informationnelles en ligne, posent la question d’un possible déport de ce pouvoir vers des artéfacts numériques. Plusieurs articles de ce numéro abordent cette question sous des angles différents. Jean-Claude Domenget, dans sa contribution, met en avant « une tension entre logiques de prescription et de recommandation d’un côté, et logiques d’exploration de l’autre » relative aux usages des médias sociaux numériques. Jean-Sébastien Vayre aborde l’efficacité du pouvoir prescriptif des « technologies d’automatisation de la relation client ». Dans l’article qui ouvre ce numéro, Françoise Paquien séguy propose une réflexion relative au « glissement des usages prescrits » des technologies de la communication vers « la prescription généralisée », alors que « convoqués comme argument ou objectif, espérés ou détournés, impalpables et omniprésents, pris dans des pratiques dominantes, construits pour des technologies instables, les usages sont malmenés et fragilisés ». L’auteure met notamment en avant le fait que ce glissement des usages correspond à une « prescription industrielle masquée par la recommandation de pair à pair ». Ce constat renforce l’idée de l’existence de formes de prescription agissant sans pouvoir de contrainte directe, au sein de systèmes relationnels discrets suffisamment maîtrisés et interdépendants pour asseoir ou légitimer leur autorité, prescrire de façon diffuse et renforcer la conviction qu’ils prescrivent bien. Ces formes de prescription euphémisée ne sont cependant pas l’apanage des pratiques computationnelles dans la mesure où, comme l’illustrent Lucile Desmoulins et Émeline Seignobos évoquant « une indicible et douce prescription », elles

peuvent potentiellement être mises en œuvre dans d'autres contextes afin d'optimiser l'efficacité de la démarche prescriptive.

Finalement, une réflexion portant sur le pouvoir de prescription de dispositifs ne peut faire l'économie d'un questionnement sur la distance des destinataires au regard de la prescription. Alors que le marketing participe d'un fantasme de l'influence directe et maîtrisée sur les comportements et les choix des consommateurs, d'autres formes de prescription ne semblent pas relever de la même perspective téléologique qui vise à « faire faire », en présupposant leur capacité à y parvenir. Il s'agit alors essentiellement de participer à un processus non maîtrisé qui consiste à interpréter et donner du sens ; évaluer ; donner de la valeur. Cette question de la distance et du degré de liberté des destinataires, est un élément fondamental des travaux portant par exemple sur les formes de prescription et de recommandation d'usages en ligne aujourd'hui : comme l'exprime Françoise Paquien-séguy dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication, la « prétention à faire faire » ne concerne plus seulement les usages mais se transforme en injonction généralisée à l'utilisation. Cependant, cette injonction à l'utilisation n'est pas suffisamment puissante pour être totalement efficace, dans la mesure où le régime exploratoire, toujours à l'œuvre sur Internet, favorise les tactiques de résistance dans les modes d'engagement des usagers jouant de leurs propres marges de manœuvre, ce que souligne Jean-Claude Domenget en analysant les « tensions entre les régimes prescriptifs, prédictifs et exploratoires » sous l'angle des temporalités qui les caractérisent.